

La date d'ouverture de la chasse est illégale !



Cette grive fine aura-telle quinze jours de répit cette année ? Ou pas ?

Tous les ans, **la chasse est ouverte, par arrêté préfectoral, le 14 juillet en Martinique.** Mais une **association naturaliste** monte au créneau : cette **date n'est pas en adéquation avec le code de l'environnement.** Décryptage.

« **D**ans le département de la Martinique, la période d'ouverture générale de la chasse doit être comprise entre les dates suivantes : date d'ouverture générale au plus tôt le dernier dimanche de juillet; date de clôture générale au plus tard le 15 février. » Voilà ce qu'indique le code de l'Environnement, article R424-11, applicable depuis 2005. Sauf que cela fait des années que l'arrêté préfectoral qui est pris ouvre officiellement la chasse le 14 juillet !

Une situation qui exaspère une association de protection de l'environnement ... de Guadeloupe. « On fait un gros cadeau aux chasseurs en les autorisant sciemment à chasser 2 semaines avant que la loi ne le permette, le préfet* signe un arrêté illégal tous les ans », s'énervent la prési-

dente de Amazona, dont le siège est aux Abymes.

« Conséquences : les oiseaux sédentaires sont à cette période toujours en pleine nidification, ainsi nombre d'œufs et de poussins de ramiers attendront le retour de leurs parents en vain et périront ainsi de faim du fait que leurs parents auront été tués à la chasse prématurément. » Les oiseaux qui sont aussi particulièrement tirés à cette époque sont les migrateurs, qui passent par les Antilles.

AVOCAT À LA RESCOUSSE

Vu les circonstances, il est facile d'imaginer que l'arrêté est pris en catimini dans le bureau du préfet avec quelques chasseurs de connivence, mais ce n'est pas du tout la réalité !

Tous les ans se tient la Commission départementale de la chasse et de la faune sauvage (CDCFS) à

laquelle siègent bien sûr les chasseurs et l'administration, mais aussi, en théorie, deux associations de protection de l'environnement (la Sepanmar et l'APNE), deux Personnes qualifiées pour la protection de la nature (PQPN), ainsi que l'ONCFS.

A priori, la plupart de ces membres ne sont pas au courant de cette illégalité. Par contre, l'administration, qui rédige l'arrêté, auparavant la direction de l'Agriculture et désormais la direction de l'Environnement, de l'aménagement et du logement (DEAL), l'est forcément. L'association ajoute : « Amazona, qui œuvre pour la protection des oiseaux aux Antilles, a décidé d'interpeller le préfet de la Martinique à ce sujet par le biais de son avocat afin de lui signifier qu'elle sera très attentive cette année à ce que l'arrêté soit conforme à la



L'association Amazona explique que « les ramiers sont des nicheurs rares en Martinique. Ces 2 jeunes poussins au nid pourraient ne pas voir leurs parents revenir les nourrir à cause de l'ouverture de la chasse au 14 juillet ».

législation. »

Et cela tombe bien car la CDCFS se tient aujourd'hui. Voilà un point intéressant à mettre à l'ordre du jour.

L'association conclut : « dans cette histoire, Amazona risque de passer pour les méchants alors que nous

ne demandons que l'application du droit pour la préservation des espèces d'oiseaux, partie intégrante de notre patrimoine ».

Il faut savoir que le problème ne se pose pas en Guadeloupe, car le code de l'Environnement y autorise

l'ouverture générale de la chasse dès le 14 juillet.

C. Everard

*Ces deux dernières années, c'est la secrétaire générale de la préfecture qui a signé, pour le préfet et par délégation.

Don d'organes : il faut en parler

SANTÉ. Aujourd'hui **les hôpitaux du pays** organisent une réflexion sur **le don d'organes et la greffe.** La France est en situation de pénurie, **aux Antilles, la greffe de reins est en perte de souffle.**

Le 22 juin c'est la journée nationale du don d'organes et de la greffe.

Une journée de réflexion pour encourager le public à discuter du sujet et surtout à se positionner sur la question. Car en cas de doute une enquête est menée et c'est du temps perdu. La France connaît une pénurie en matière de dons d'organes et de greffes. La liste des demandeurs s'allonge tandis que celle des donateurs raccourcit.

En Martinique de 2008 à 2011 les donateurs potentiels sont passés de 31 à 19

personnes.

À noter que le don d'organes et la greffe sont pris en charge par la sécurité sociale. En 2012 l'hôpital comptabilise 11 potentiels et 3 donateurs.

LES ANTILLES-GUYANE SPÉCIALISÉES DANS LA GREFFE DE REINS

La dernière campagne de publicité insiste sur le fait d'en parler de son vivant. Donner un organe n'a pas de prix, en effet, toute la procédure est prise en charge par la sécurité sociale. Vous n'aurez rien à déboursier tout au long de

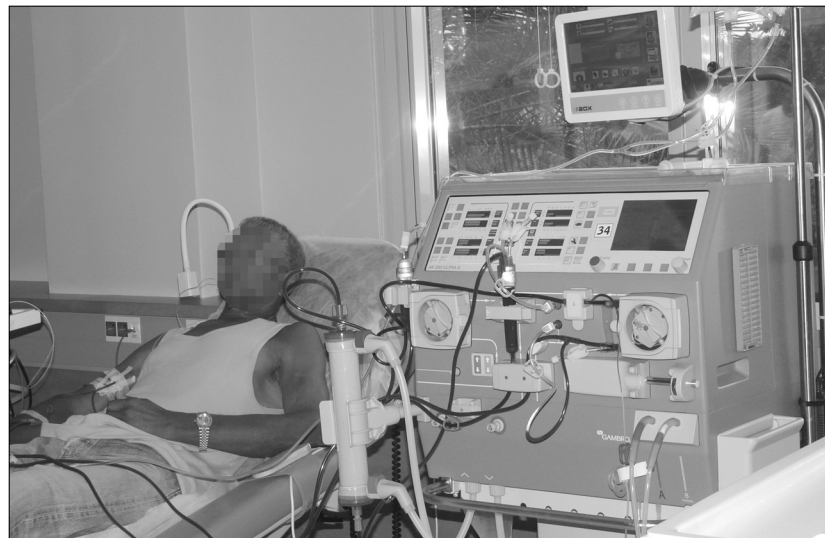
l'intervention.

En Martinique, Guadeloupe et Guyane, la greffe de reins tient le haut de l'affiche. Les trois départements disposent d'une équipe de greffes rénales basée à Pointe à Pitre. Pour les autres greffes d'organes, les interventions se passent dans l'Hexagone.

La Martinique dénombre 600 dialysés, parmi eux 100 patients sont sur liste d'attentes. L'année dernière 23 greffes ont été pratiquées sur des malades suivant une dialyse.

Le don d'organes se fait après la mort cérébrale du donneur. Cependant dans le cas des reins, un don peut être fait de son vivant, il faut respecter certaines règles. Il faut prouver l'existence d'un lien familiale avec le receveur.

Ou affectif et stable de plus deux ans. La santé et surtout la compatibilité du



Les Antilles Guyane sont spécialisées dans la greffe de reins. En Martinique nombreux sont les dialysés sur liste d'attente. (Photo archives/France-Antilles)

donneur sont des choses importantes. Il est bon de rappeler que

l'on peut donner jusqu'à 90 ans.

Benoît de la Salle

► Rendez-vous aujourd'hui à la Galérie, à partir de 9 heures, un point d'information est à votre disposition pour vous renseigner sur le don d'organes.

Merci pour le geste

Le 22 juin est aussi la journée nationale de la reconnaissance aux donateurs anonymes. Une façon de remercier ceux qui

font cadeaux d'une part d'eux-mêmes. Chaque hôpital dit à sa façon de dire merci, un arbre planté, une statue, une plaque ou autre chose.

Dans le hall de l'hôpital Pierre Zobda-Quitman, une plaque est visible. Elle a été installée en 2009.

Don d'organes et greffe : vous pouvez dire non

Si vous êtes contre le don d'organes, il vous suffit de vous inscrire au registre national des refus. Vous pouvez retirer un formulaire sur le site [www.dondorganes.fr/046-comment-exprimer-](http://www.dondorganes.fr/046-comment-exprimer-son-refus)

son-refus. Cependant vous pouvez changer d'avis en cours de route, il vous suffit de vous connecter et de changer les informations vous concernant.